

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# « Le mariage pour tous » : un important pas en avant pour la démocratie

- Politique -

Date de mise en ligne : mardi 7 mai 2013

---

Démocratie & Socialisme

---

Mardi 23 avril, après une interminable séance de nuit, l'Assemblée nationale votait solennellement la loi autorisant le mariage des couples homosexuels et leur ouvrant le droit à l'adoption. La France est devenue le 14e pays du monde à réaliser cette grande avancée démocratique. C'était le 31e engagement de François Hollande.

## 1. Une victoire de la gauche unie

Le 29 janvier, notre garde des Sceaux, Christine Taubira, avait magnifiquement présenté le projet de loi devant l'Assemblée nationale. Elle avait décrit le long chemin vers l'égalité, depuis le mariage civil en 1791, le droit au divorce, la lente émancipation des femmes de la tutelle de leurs maris, jusqu'au projet de loi autorisant le mariage à tous les couples. « *Nous sommes fiers de ce que nous faisons !* » s'exclamait-elle.

Elle apostrophait durement la droite : « *Vos objections n'ont pas de fondement sauf une réelle difficulté à inclure dans vos représentations la légitimité des couples de même sexe. Mais vos enfants et vos petits-enfants les incluent déjà et vous serez bien mal l'aise lorsqu'ils viendront voir les comptes rendus de vos débats* ».

Elle citait avec émotion, à l'appui de l'acte qui allait s'accomplir, les vers éblouissants du poète guyanais Léon-Gontran Damas :

*« Beau comme  
comme une rose  
dont la Tour Eiffel assiégée à l'aube  
voit s'épanouir enfin les pétales  
...  
Fort comme l'accent aigu d'un appel  
dans la nuit longue »*

327 députés ont voté pour le texte de loi, 229 contre. Les députés du PS, d'EELV, du PRG, du Front de gauche ont massivement voté pour : 281 socialistes, 17 écologistes, 13 radicaux, 9 députés du Front de gauche. L'UMP, l'UDI ont voté massivement contre : 183 UMP et 25 députés UDI. Seuls 2 députés de l'UMP et 5 de l'UDI ont voté pour. L'extrême droite a voté contre. Christine Taubira, très émue, concluait : « *Nous n'avons rien pris à personne, nous avons ouvert des droits* ».

Ce vote superbe montre ce dont la gauche est capable quand elle est unie et se bat pour l'égalité.

### " La bataille fut rude et la droite ne lâche pas prise

Jean-François Copé (l'un des deux pères de l'UMP) promet de réécrire la loi si la droite revient au pouvoir. Il appelle à continuer la mobilisation contre le projet de loi et plus largement contre la politique du gouvernement de gauche : « *dans ces manifestants, il y a des centaines, des milliers, et peut-être des millions (...) de Françaises et de Français qui en réalité expriment une très grande indignation face à la politique qui est menée, sur ce sujet, mais aussi sur le plan économique [1]* » . Il ne peut pas prononcer le mot « social » mais c'est bien évidemment sur le mécontentement du peuple de gauche, après les mesures d'austérité imposées par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, qu'il prend appui.

Il avait beau jeu, le 20 avril à Biguglia (Haute-Corse), de s'en prendre au gouvernement de gauche qui, affirmait-il, d'un côté « *impose une loi à marche forcée* », de l'autre, « *rabote et fiscalise les allocations familiales* » [2]. Déjà, le 13 avril, à Lille, il avait exigé « *de suspendre la discussion de ce texte sur le mariage pour tous et de ne s'occuper que d'une seule chose, la lutte contre le chômage...* » [3].

### " Les réformes sociales dans l'intérêt du salariat doivent aller de pair avec les réformes sociétales

La gauche ne doit pas s'arrêter au milieu de ce chemin vers l'égalité que nous peignait Christine Taubira avec des mots si justes. La Procréation médicale assistée est, aussi, une étape importante. La France serait le seul pays (avec le Portugal) à ne pas avoir ouvert le droit à la PMA pour les couples de femmes homosexuelles en même temps que le droit au mariage pour tous les couples.

François Hollande, avait commencé à céder devant la mobilisation de la droite. Sans doute avait-il en tête le recul de François Mitterrand en 1984, après le tournant de la rigueur de 1983, face à la mobilisation de la droite, de l'extrême droite et des réseaux catholiques. Le 20 novembre 2012, il avait avancé l'idée qu'une « clause de conscience » puisse être utilisée par des maires ou leurs adjoints qui refuseraient de célébrer le mariage d'un couple d'homosexuels. Le 2 février, les députés avaient, très majoritairement, rejeté cette « clause de conscience » par 244 voix contre 101. Aujourd'hui, le président de la République a décidé d'attendre la décision d'un « Comité d'éthique » qui n'a jamais été favorable à la PMA pour les femmes homosexuelles.

Il est difficile de faire voter le TSCG, la loi Sapin (l'Ani) sécurisant les licenciements et flexibilisant l'emploi, d'augmenter la TVA, de laisser le chômage atteindre son niveau record, bref de ne pas avoir la force de s'opposer au Medef, mais de la trouver pour adopter la PMA. La politique actuelle du gouvernement facilite la manipulation d'une partie des déçus de cette politique par la droite. Elle rend difficile la mobilisation du peuple de gauche derrière le gouvernement de Jean-Marc Ayrault.

L'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples homosexuels sera remise en question si la droite revient au pouvoir. La politique du gouvernement aujourd'hui lui offre un boulevard pour y parvenir.

Si la droite arrivait au pouvoir unie à l'extrême-droite, le « mariage pour tous » ne serait pas seul à se retrouver en danger, l'IVG et l'abolition de la peine de mort le seraient aussi. Il n'est pas possible de dissocier réformes sociétales et réformes sociales.

Il est urgent de changer de politique sociale. Cela permettra, aussi, à la gauche de ne pas s'arrêter en chemin, d'adopter une loi sur l'ouverture de la PMA aux couples de femmes homosexuelles et d'engager sereinement le débat nécessaire sur la Gestation pour autrui (GPA) pour les couples d'hommes homosexuels.

## 2- Le retour du refoulé homophobe

Une loi de 1960, présentée par le député gaulliste Paul Mirguet, classait l'homosexualité parmi les « *fléaux sociaux* », au même titre que l'alcool et la prostitution.

En août 1982, la majorité de gauche à l'Assemblée nationale abrogeait l'alinéa 2 de l'article 331 du Code pénal après un long débat parlementaire commencé en novembre 1981. Cet alinéa sanctionnait « *quiconque aura commis un acte impudique ou contre-nature avec un mineur de même sexe* ». Au même moment, la pratique **hétérosexuelle** était autorisée à partir de la majorité sexuelle, quinze ans. La discrimination était évidente et délibérée.

## « Le mariage pour tous » : un important pas en avant pour la démocratie

---

En novembre 1999, la loi sur le PACS était adoptée par la gauche plurielle à l'Assemblée Nationale et, en avril 2013, la majorité de gauche autorise le mariage et l'adoption aux couples homosexuels.

Les temps ont donc changé mais l'homophobie a la vie dure.

### " Les manifestations contre le « mariage pour tous » organisent le retour du refoulé homophobe

Le philosophe Didier Eribon, pour sa part, constate une étonnante stabilité du discours homophobe [4] : « J'ai analysé le rôle constitutif de l'injure dans les vies gays et lesbiennes. Aujourd'hui, cette injure qui est "toujours-déjà" omniprésente dans les périodes ordinaires, se trouve redoublée, démultipliée par ces proférations et ces cris dans lesquels il est difficile de ne pas percevoir une sorte de haine homophobe viscérale immémoriale. C'est comme si ces manifestations contre l'égalité des droits servaient à organiser le retour sur la scène publique de tout le refoulé homophobe... ».

Les organisateurs de la « Manif pour tous » ont beau proclamer qu'ils ne sont pas « homophobes », derrière bien des slogans des manifestations contre le mariage des couples homosexuels, il y a des hommes et des femmes infiniment blessés, salis. Act-up pousse un cri d'alarme [5] « Les jeunes LGTB ont 13 fois plus de risques de se suicider que d'autres. Ce n'est pas parce qu'ils sont plus fragiles. C'est parce que les discriminations légales, les haines véhiculées par des manifestations comme celle du 13 janvier, arrivent à convaincre ces jeunes qu'ils et elles ne sont rien, que leur vie ne vaut pas d'être vécue ».

### " Les parlementaires

Philippe Cochet (UMP), en pleine séance de l'Assemblée Nationale, le 18/04/2013 ose s'écrier « Vous êtes en train d'assassiner des enfants ! [6] » Il précisait un peu plus tard que « le terme n'était pas approprié » mais que « le mal reste le même, c'est la fragilisation des enfants ».

Nicolas Dhucq, membre de la Droite populaire (UMP), s'abritait derrière sa profession de psychiatre pour affirmer, lors des débats de l'Assemblée nationale sur un texte lié à la sécurité publique : « Le terroriste a un défaut, il n'a jamais rencontré l'autorité paternelle le plus souvent. (...) N'y a-t-il pas une certaine contradiction à soutenir un projet de loi qui va jusqu'à rayer le mot de père du code civil ? » [7].

Serge Dassault décrochait la timbale en déclarant [8] « À quoi ça rime ? [Il n'] y a plus de renouvellement de la population. On veut un pays d'homos ? [Alors] dans dix ans il n'y a plus personne, c'est stupide ».

### " Les Églises

L'Union des Organisation Islamiques de France (UOIF), proche des Frères musulmans, s'inquiète [9] « Si le mariage entre deux personnes de même sexe devient une norme, alors les revendications les plus incongrues peuvent le devenir. Qui pourra délégitimer la zoophilie et la polyandrie [10] au nom du sacro-saint amour ? ».

L'archevêque de Lyon, Philippe Barbarin déclarait après une rencontre avec le ministre de l'Intérieur [11] « C'est une rupture de société (...) Après, ça a des quantités de conséquences qui sont innombrables. Après, ils vont vouloir des couples à trois ou à quatre. Après, un jour peut-être, l'interdiction de l'inceste tombera ».

Frédéric Joignot [12] met en évidence le lamentable point de point de vue commun à tous ces gens-là : « Existe-t-il

*quelque différence entre faire l'amour avec un homosexuel ou avec une chèvre, un baudet ou un mastiff ? Aucune, puisque nous sommes dans tous les cas sortis de la Nature, et par là de l'ordre des choses voulu par la Création divine ».*

### " Le temps des agressions physiques est lui aussi de retour

Agression homophobe, le 18 avril, contre un bar gay à Lille [13]. L'ancien propriétaire, présent lors de l'agression constate « *Cette violence, c'est nouveau. Ça n'existait pas il y a encore 1 an ou 6 mois. Il y a un discours en France qui fait qu'on veut casser du pédé* ». Au même moment, les clients d'un bar gay de Bordeaux étaient eux aussi agressés, l'un d'eux blessé à coup de crosse [14].

À Nancy, le 15 avril, le Groupe union défense (GUD) postait sur Facebook [15] une image intitulée « GOOD NIGHT - GAY PRIDE » où l'on voit la silhouette rose d'un homme à terre, tabassé sévèrement par une silhouette noire.

## 3- Contre le mariage pour tous, la droite forme une nouvelle génération de cadres

Durant les années 1960, 1970, 1980, 1990 et 2000, la gauche a formé plusieurs générations de cadres politiques dans les mobilisations de la jeunesse. Les pointes émergées de ces mobilisations furent Mai 1968, les mobilisations contre la loi Debré en 1973, celles contre les réformes libérales de l'Université en 1976 (loi Haby) et 1986 (loi Devaquet), celle contre le Smic jeunes (le CIP de Balladur) en 1994 et contre le Contrat Première Embauche (le CPE de Villepin) en 2006.

Les organisateurs de ces mobilisations ont été et sont toujours des cadres politiques de la gauche, du PS au Front de Gauche. Il suffit de jeter un coup d'oeil à l'organigramme de ces partis pour se rendre compte de la place qu'ils occupent, de Harlem Désir à Jean-Luc Mélenchon, en passant par Jean-Christophe Cambadélis, Bruno Julliard ou Julien Dray.

Aujourd'hui, c'est la droite qui est en train de former une nouvelle génération de cadres dans les manifestations contre le mariage homosexuel. Et cette nouvelle génération ne se forme pas n'importe comment, mais dans une confrontation des plus fraternelles avec l'extrême droite. Il suffit d'écouter leur slogan « *Première, deuxième, troisième génération, nous sommes tous des enfants d'hétéros* » pour comprendre ce que des générations entières d'étudiants de droite ont dû subir et ce que la génération actuelle tente d'exorciser.

### " De la « manif pour tous » au « printemps français »

L'association « Manif pour tous » a organisé, le 17 novembre 2012, les 13 janvier et 24 mars 2013, trois manifestations parmi les plus importantes de ces 20 dernières années. Elle entend de nouveau compter ses troupes le dimanche 26 mai (le jour de la fête des mères !). L'UMP est cependant divisée : Jean-François Copé veut en faire une manifestation contre toute la politique du gouvernement, François Fillon veut arrêter les frais.

L'égérie de la « Manif pour tous », Frigide Barjot, affirme que l'association est apolitique et non confessionnelle. Le manifeste de l'association, signé par Frigide Barjot, est pourtant édifiant. On y trouve « *le respect de la vie de la conception à la mort naturelle* » et l'affirmation « *des fondements de notre civilisation judéo-chrétienne* ». Un mouvement apolitique qui condamne l'IVG, la loi Léonetti sur la fin de vie et la loi sur l'ouverture du mariage aux couples homosexuels. Un mouvement non confessionnel, mais qui considère que les musulmans et les athées

pourraient bien menacer les fondements de notre civilisation.

Frigide Barjot attise le feu : « *Hollande veut du sang, il en aura !* » « *Nous vivons dans une dictature !* » [16] Elle reviendra, ensuite, sur ces propos qu'elle-même jugera outranciers. Elle essaiera, malgré ces déclarations, de renvoyer la responsabilité de la radicalisation des manifestations au ministre de l'Intérieur. Elle déclare, le jeudi 18 avril « *Je demande à Manuel Valls ministre de l'Intérieur, que tous les groupuscules identitaires et nationaux soient préventivement mis hors d'état de nuire à notre mouvement...* » [17].

Sa comparse Christine Boutin, ancienne ministre du Logement de Nicolas Sarkozy, n'hésite pas à évoquer « *la guerre civile* » [18] !

### " Les passerelles entre la droite et l'extrême droite se multiplient

Le « Printemps français », baptisé ainsi en référence au « Printemps arabe » a des points communs avec le très réactionnaire « Tea Party » américain, mais il est avant tout très catholique. Le « Printemps français » veut occuper l'espace entre l'UMP et le FN. Ses dirigeants (Béatrice Bourges, Philippe Darantière) sont proches d'Ichthus, un institut catholique traditionaliste, héritier du mouvement d'extrême-droite la Cité catholique, des années 1950-1960. « *C'est une nébuleuse plus qu'un collectif* » affirment Abel Mestre et Caroline Monnot [19]. Une nébuleuse qui agrège aussi bien des militants du Bloc identitaire que ceux de l'Uni (association étudiante proche de la droite de l'UMP).

Les intégristes catholiques de « Civitas », le « Camping pour tous », « Hommen » complètent la panoplie. Leur point commun semble bien être ce que le chercheur Jean-Yves Camus a mis en évidence : « *Leur fascination pour la déstabilisation du gouvernement, voire de l'État montre qu'une certaine droite n'accepte toujours pas que la gauche, même démocratiquement élue, gouverne* [20] ».

### " Les réseaux catholiques

Ce sont les réseaux catholiques qui fournissent le gros des troupes des « manifs pour tous » : la Confédération des Associations familiales catholiques et ses 35 000 militants, Familles de France qui dit regrouper entre « 80 000 et 100 000 familles ». Sur Radio Notre-Dame, le coordinateur de la Manif pour tous, Albéric Dumont, se glorifiait que des curés « *organisent les départs depuis leur paroisse le 13 janvier* ». Des garderies avaient même été organisées dans certaines paroisses pour permettre aux parents de manifester [21].

### " Le double jeu de l'UMP

Le 17 novembre 2012, de nombreux élus UMP défilaient au côté des élus du MPF de Philippe de Villiers et Jacques Bompard, membre fondateur du FN et actuel dirigeant de la « Ligue du Sud ». Bruno Gollnisch, membre du bureau politique du FN n'était pas loin.

Le 12 janvier, Louis Alliot (l'un des vice-présidents du FN) et Marion Maréchal-Le Pen étaient dans le cortège. C'était 1984, la grande mobilisation contre le service public unifié et laïque d'éducation nationale de Pierre Mauroy, qui recommençait. Le FN avait alors défilé, sans problème, aux côtés de l'UDF et du RPR.

Tout en affirmant vouloir calmer le jeu, les élus de l'UMP incitent à la radicalisation du mouvement. Ils hurlent à l'humiliation du Parlement quand le gouvernement limite les débats à l'Assemblée nationale, alors que ce mode de programmation des débats avait été instauré par Nicolas Sarkozy en 2008.

Le référendum que la droite appelle de ses vœux n'est pas conforme à l'article 11 constitution de 1958 que, pourtant, l'un des leurs et pas le moindre, Charles de Gaulle avait fait adopter. La réforme constitutionnelle de 2008 n'a pu être mise en place parce que la droite elle-même, pourtant majoritaire à l'Assemblée nationale et au Sénat n'avait pas voté la loi organique qui permettait de la mettre en oeuvre. Ses cris d'orfraie sont donc particulièrement mal venus.

Le 19 avril, Christian Jacob, président du groupe UMP de l'Assemblée nationale menaçait « *d'une confrontation violente* [22] ». Valérie Debord, déléguée générale adjointe de l'UMP affirme qu'« *on ne se laissera pas enfermer dans le "c'est à vous d'apaiser la situation"* [23] ». L'ancien Premier ministre de Jacques Chirac, Jean-Pierre Raffarin, déclarait, le dimanche 14 avril sur Canal Plus : « *Le gouvernement n'est pas innocent dans cette violence aujourd'hui* ».

---

[1] « Mariage pour tous : Copé promet de réécrire la loi si la droite revient au pouvoir » - *Les Échos* - 24/04/2013.

[2] « Copé : le 26 mai sera « un message de désapprobation » de la politique du gouvernement. » *Libération* - 20 avril 2013.

[3] *AFP* 13/04/2013

[4] Didier Eribon, cité par Mathieu Magnaudeix - *Mediapart.fr* - 14/12/2012

[5] « Ce que Hollande devra dire aux homophobes » - Act-Up Paris - *Médiapart* - 25 janvier 2013.

[6] « Mariage Gay : « vous êtes en train d'assassiner des enfants ! » - *Le Point.fr* - 18/04/2013

[7] *Le Parisien* - 28/11/2012

[8] « Le mariage gay, « Un danger pour la nation » selon Serge Dassault » - *Nouvel Observateur* - 07/11/2012.

[9] Mariage homo : l'UOIF y voit un "risque de zoophilie" - *Nouvel Observateur* - 15/11/2012

[10] L'UOIF prend grand soin d'utiliser le terme de « polyandrie » et non celui de « polygynie ». Pour elle, toutes les « polygamies » ne se valent pas.

[11] Le cardinal Barbarin craint la polygamie » *Le Figaro* - *AFP* - 14/09/2012.

[12] Frédéric Joignot « Pourquoi le mariage pour tous mène à la zoophilie » - *Le Monde* - 17 novembre 2012.

[13] *Nouvel Observateur* - 18/04/2013

[14] « Homophobie : la droite pousse-au-crime » - *Mediapart.fr* - 18/04/2013.

[15] « À Nancy, le GUD appelle à tabasser les homosexuels » - *Le Figaro* - 15/04/2013.

[16] *Nouvel Observateur* - 12/04/2013

[17] *Le Monde* - 18/04/2013

[18] Samuel Laurent « Mariage pour tous : « Les dérapages multiples de Christine Boutin » *LeMonde.fr* - 12/04/2013.

[19] Abel Mestre et Caroline Monnot, journaliste au « Monde » : « Derrière le Printemps français, l'influence de l'institut Ichthus » - *Blogs « Droite(s) Extrême(s)* - 10 avril 2013.

[20] Jean-Yves Camus « Le printemps français, une voie entre FN et UMP » - *Le Monde* - 18/04/2013

[21] Mathieu Magnaudeix « Manif anti-mariage : les réseaux catholiques montrent leur puissance » - 11/01/2013 - *Médiapart*.

[22] Mathieu Magnaudeix et Marine Turchi « Mariage pour tous : la droite tiraillée » - *Médiapart* - 17/04/2013

[23] Idem